AVIS DE MARCHÉ PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE - N°19/2025
Rénovation énergétique du groupe scolaire Antony Fabre – Phase 3

1. Identification de l'acheteur public / pouvoir adjudicateur

Commune de Villeneuve-Loubet
Hôtel de Ville / Place de la République - 06270 VILLENEUVE LOUBET (France)
Téléphone fixe : 04 92 02 60 31 / E-mail : commande-publique@villeneuveloubet.fr
Adresse Internet de l'acheteur public : www.villeneuveloubet.fr
Adresse Internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

2. Procédure de passation

Marché public passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics (A.M.P.)
L'acheteur public n'agit pas pour le compte d'autres acheteurs publics.

3. Objet du marché et caractéristiques principales

La présente consultation a pour objet : Rénovation énergétique du groupe scolaire Antony Fabre – Phase 3

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

La Commune a lancé un programme de réhabilitation du groupe scolaire Antony FABRE situé au 2 Avenue des Rives à Villeneuve-Loubet constitué de plusieurs phases de travaux.

Les objectifs sont les suivants :

- Rénovation énergétique et écologique du groupe scolaire en vue de l'application du Décret Tertiaire
- Désamiantage et rénovation architecturale du groupe scolaire
- Mise en conformité réglementaire (Code du Travail, réglementation sécurité et incendie, normes électriques, réglementation thermique)
- Mise aux normes d'accessibilité PMR
- Végétalisation partielle des infrastructures accessibles aux enfants

En 2023, la Commune a lancé une première phase de travaux, portant sur la réalisation des prestations de menuiserie extérieure, métallerie et de chauffage, ventilation, climatisation de l'école élémentaire. En 2024, la seconde phase de travaux a porté sur le remplacement des menuiseries extérieures de l'école maternelle et la réalisation des travaux de second œuvre dans les locaux des écoles élémentaire / maternelle et du réfectoire.

Pour l'année 2025, la troisième phase de travaux portera sur :

- La fourniture et la pose des menuiseries extérieures et brise-vues extérieures des niveaux RDC et R+1 du réfectoire du groupe scolaire
- La réfection des distributions des réseaux de chauffage des salles de restauration du bâtiment réfectoire du groupe scolaire
- L'isolation intérieure des murs de façade du réfectoire

La réfection des cours de récréation du groupe scolaire et l'accessibilité PMR des bâtiments

La présente consultation est allotie et à tranches. Elle est décomposée en 4 lots :

- **Lot n° 1 - Travaux de menuiseries extérieures**
Code CPV : 45421000 - Travaux de menuiserie
Les travaux ont pour objet la fourniture et la pose de l'ensemble des châssis vitrés extérieurs, des ensembles menuisés aluminium extérieurs, des brise vues extérieurs relatifs aux travaux de rénovation des niveaux RDC et R+1 du réfectoire du groupe scolaire
- **Lot n° 2 - Travaux de chauffage, ventilation, climatisation**
Code CPV : 45331000 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.
Les prestations portent sur les installations de chauffage existantes dans les deux salles de restauration du réfectoire, soit :
 - La réfection des distributions des réseaux de chauffage des salles de restauration
 - Le remplacement des radiateurs à eau existant dans les salles de restauration
 - Le raccordement des équipements installés sur les installations existantes en chaufferie
- **Lot n° 3 - Travaux de second œuvre**
Code CPV : 45442110 - Travaux de peinture de bâtiments
 - ✓ **Tranche ferme - Travaux de second œuvre** comprenant la fourniture et la pose de l'ensemble du doublage, des habillages divers (chutes, gaines techniques, placard) et des peintures murales.
 - ✓ **Tranche optionnelle n°1** - Façades de l'école maternelle Bâtiment A
 - ✓ **Tranche optionnelle n°2** - Coursive entre le bâtiment A et le réfectoire bâtiment C
 - ✓ **Tranche optionnelle n°3** - Façades de l'annexe de l'école maternelle Bâtiment B
 - ✓ **Tranche optionnelle n°4** - Façades du réfectoire Bâtiment C
 - ✓ **Tranche optionnelle n°5** - Façades de l'école élémentaire Bâtiment D

✓ **Tranche optionnelle n°6** - Préau de l'école élémentaire Bâtiment D

Les prestations objet des 6 tranches optionnelles comprennent :

- Le traitement des épaufrures avec passivation des aciers
- La préparation du support
- La peinture extérieure

▪ **Lot n° 4 - Travaux de voirie et réseaux divers :**

Code CPV : 45313100 - Travaux d'installation d'ascenseurs / 45112500 - Travaux de terrassement / 44113320 - Enrobés routiers

Les travaux ont pour objet la réfection de la cour de récréation du groupe scolaire et l'accessibilité PMR des bâtiments

- Réfection partielle de la cour de récréation de l'école maternelle
- Mise aux normes de l'accessibilité PMR des bâtiments (Bâtiment A et Bâtiment D)
- Mise en œuvre d'un élévateur PMR pour rendre accessible les étages de l'école primaire

Le présent lot comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE n° 1) portant sur des travaux de VRD complémentaire pour une réfection complète de la cour maternelle

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification jusqu'à la réalisation complète de la prestation.

Conformément à l'article R. 2151-8 du Code de la Commande Publique, il est précisé que les variantes ne sont pas acceptées.

4. Visite de site obligatoire

Les visites se dérouleront entre le 05/05/2025 et le 27/05/2025. Elles s'organiseront du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00

Contact : Centre Technique Municipal / Tel : 04 92 02 63 50 / Mail : services-techniques@villeneuveoubet.fr

5. Conditions de participation

Le marché sera attribué, lot par lot, soit à un titulaire unique, soit à un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaires. En cas de groupement, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

En vertu de l'article R. 2151-7 du Code de la Commande Publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En respect du Code de la Commande Publique, l'Acheteur Public a pris la décision d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cadre, conformément aux dispositions de de l'article R. 2144-4 du Code susmentionné, l'Acheteur Public n'exige que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public que ce dernier justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

L'examen de la candidature s'opèrera en respect des articles L. 2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique ; ainsi que des articles L. 2142-1, R. 2143-1 et suivants, R. 2144-1 et suivants du même Code.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat putatif transmette, sur invitation de l'Acheteur Public, les documents référencés dans le dossier de consultation.

5. Examen des offres

Les offres seront jugées en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

1. Valeur technique (50%) – le jugement de ce critère s'opèrera par le biais de sous critères dont le détail figure dans le Dossier de consultation (D.C.E.) tenu à disposition des candidats.
2. Prix - Offre financière proposée (40%).
3. Performances en matière de protection de l'environnement (10%)

6. Retrait des dossiers de consultation/modalités de remise des offres

Conformément aux articles R. 2132-7 et suivants du Code de la Commande Publique, l'Acheteur Public met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur le profil d'acheteur suivant :

<https://www.marches-securises.fr> / Mot-clé : Villeneuve Loubet

En respect du droit de la commande publique, la Commune assure la mise en œuvre d'une dématérialisation totale de ses procédures de marchés publics.

Il sera donc demandé aux candidats de remettre l'intégralité de leur offre par voie électronique via le profil d'acheteur mentionné ci-avant.

Les offres transmises par toute autre voie que la voie dématérialisée seront déclarées irrégulières et rejetées.

Conditions et mode de paiement : Le site d'accès est libre après inscription gratuite

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Date limite d'obtention des Dossiers de Consultation : Mercredi 28 mai 2025 à 11 heures 00.

7. Modalités essentielles de financement et de paiement.

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-1 et suivants Code de la Commande Publique, l'exécution financière du marché s'opèrera dans les conditions suivantes :

Les prestations seront financées sur les fonds propres du budget communal.

Les prestations seront payées, au(x) Titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), dans les délais fixés par les articles L. 2192-10, R. 2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique ; à savoir, par mandat administratif après service fait à compter de la réception d'une demande de paiement dans un délai global de trente (30) jours.

Les modalités d'application de l'article en question sont précisées par le Décret modifié n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8. Date limite de remise des offres

Le Mercredi 28 mai 2025 à 11 heures 00.

9 Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nice – 18, avenue des fleurs - 06000 Nice, Tél. : 04 89 97 86 00 / courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Nice – 18, avenue des fleurs - 06000 Nice, Tél. : 04 89 97 86 00 / courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr

10. Renseignements complémentaires

La langue dans laquelle les dossiers devront être rédigés est : Le Français.

En application de l'article R. 2143-16 du Code de la Commande Publique, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats devront obligatoirement adresser leurs demandes par voie électronique, via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Le délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

11. Date d'envoi de l'avis à la publication

Le 29 avril 2025